

# La [re]-construction : une ambition nationale

---

Jenny RAFLIK, Nantes Université, CRHIA

[Jenny.raflikgrenouilleau@univ-nantes.fr](mailto:Jenny.raflikgrenouilleau@univ-nantes.fr)

**Une partie des documents et chiffres utilisés ici viennent de:**

Jenny Raflik, *Une République moderne : La IV<sup>e</sup> République, 1946-1958*. Le Seuil, 2018, 388 p.

Ludivine Bantigny, Jenny Raflik, Jean Vigreux, *La Société française de 1945 à nos jours*, Paris, La Documentation photographique, 2015, 64 p.

## France, 1945, état des lieux:

Destructions matérielles provoquées par :

- les combats,
- les bombardements allemands mais surtout alliés,
- les sabotages de la Résistance pour entraver l'effort de guerre allemand...

Les destructions concernent presque tout le pays : 74 départements contre 13 en 1914-1918.

20 % du capital immobilier est détruit (9% en 1914-1918), soit 1,5 million d'immeubles.

Un million de familles sans abri.



Visite du général de Gaulle en Bretagne, Brest, 26 juillet 1945. © ECPAD/Henri Malin

Des villes entières sont quasiment rasées (Le Havre, Lorient, Brest, etc.).

Les infrastructures de transport sont lourdement atteintes :

- 20 000 km de voies ferrées détruites,
- 115 grandes gares inutilisables,
- 7 500 ponts endommagés
- Les grands ports (Marseille, Le Havre, St-Nazaire, Brest, Dunkerque) sont presque intégralement détruits, comme les grandes villes industrielles (Lille, Saint-Etienne, Boulogne-Billancourt)

100 millions de mines à désamorcer.

Perte de 3 millions d'hectares de terres cultivées.

Les rendements ont diminué de 20 à 40 %



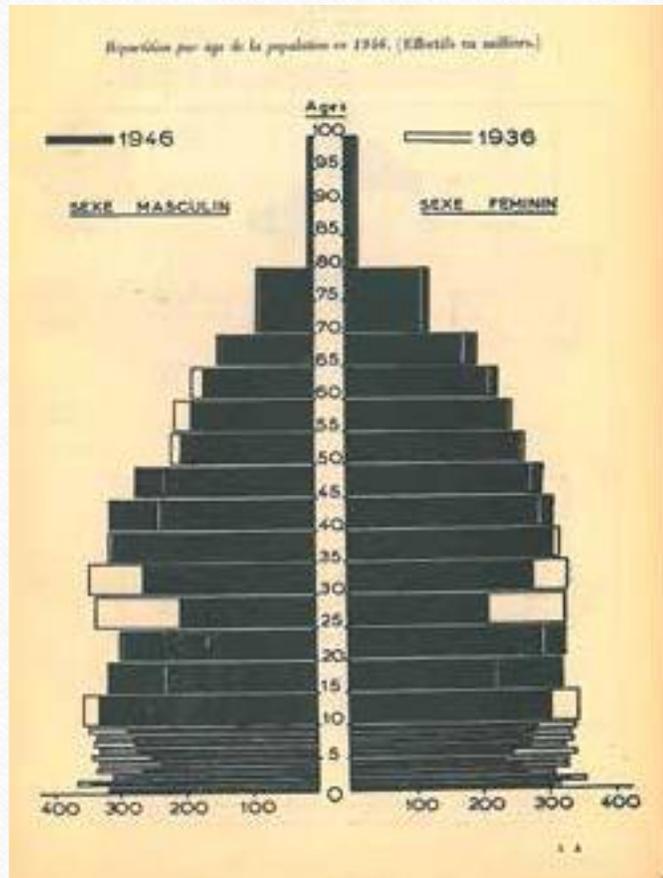
Le Havre, septembre 1944, photo AFP



Boulogne-sur-mer, juin 1944. Dans *Boulogne sur mer 39-45*, Guy Bataille, Westhoek, p222.

## *Le manque de main-d'œuvre*

### *Pyramide des âges comparée de 1936 et 1946*



- impact toujours visible en 1946 des pertes en hommes de la guerre de 1914-1918
- pertes de la SGM : environ 600 000 tués dans la guerre et les bombardements + 100 000 morts en déportation
- 530 000 morts de l'immédiat après-guerre pour cause de malnutrition ou maladies.
- déficit des naissances entre 1940 et 1942, estimé à 530 000.

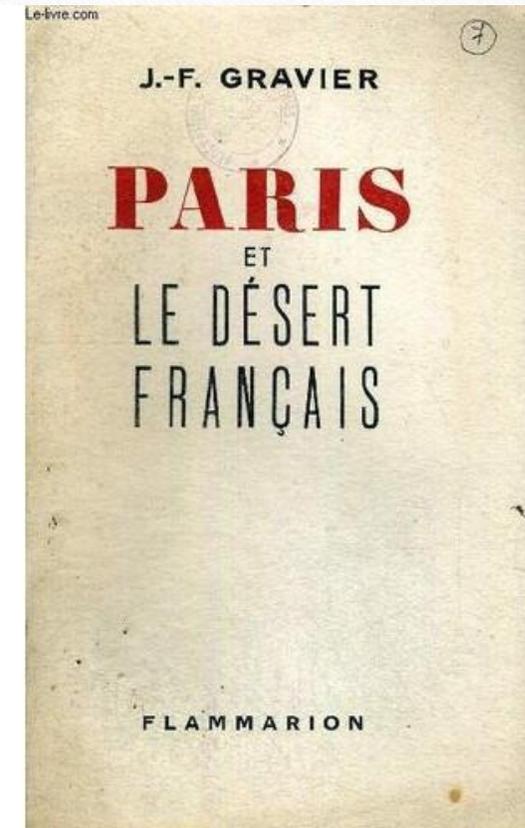
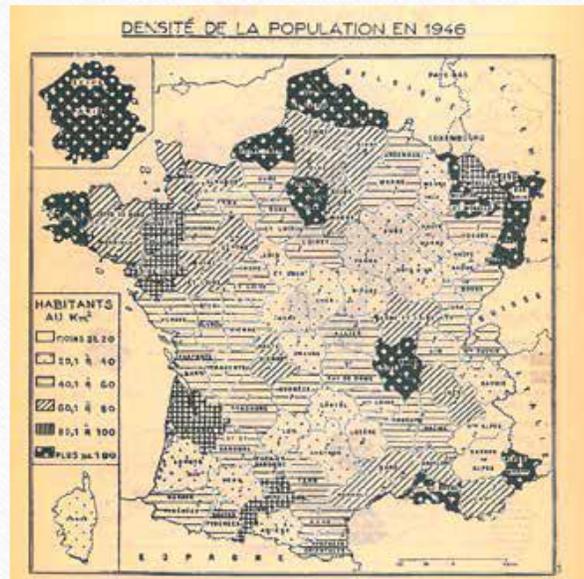
Recensement de 1946 : 40 517 923 habitants, dont 1 670 729 étrangers.

## *Et rattraper le retard antérieur*

La production industrielle de 1938 était inférieure à celle de 1929.

La crise du logement était déjà aigüe à la veille de la guerre.

En 1945, 48 % ne possèdent pas l'eau courante, 80 % n'ont pas de toilettes intérieures et 90 % ni douche ni baignoire.



**I. Les outils et acteurs de la reconstruction**

**A. Des hommes sans « ambition politique électorale ».**

**B. Les réflexions du temps de la guerre...**

**C. ...et de l'avant-guerre**

**II. La modernisation étatique**

**A. La modernisation administrative**

**B. La modernisation sociale**

**C. Le Commissariat Général au Plan**

**III. Les grands axes de la reconstruction**

**A. La priorité : produire**

**B. Nourrir les Français**

**C. Loger les Français**

# I. Les outils et acteurs de la reconstruction

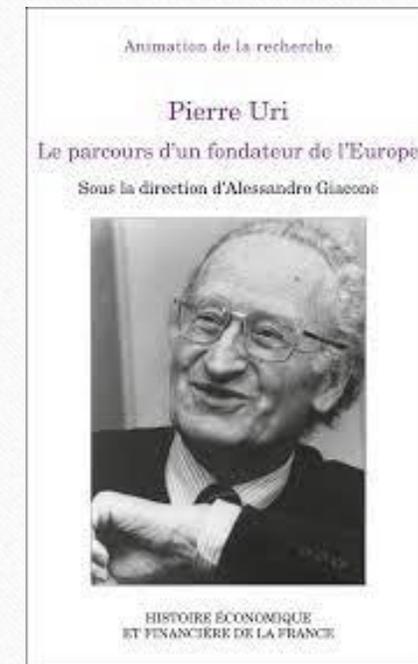
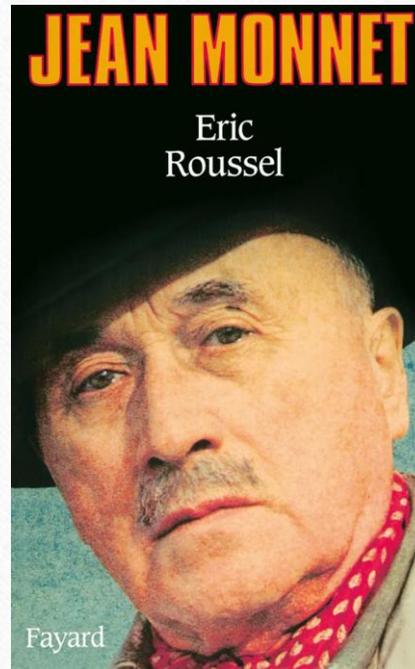
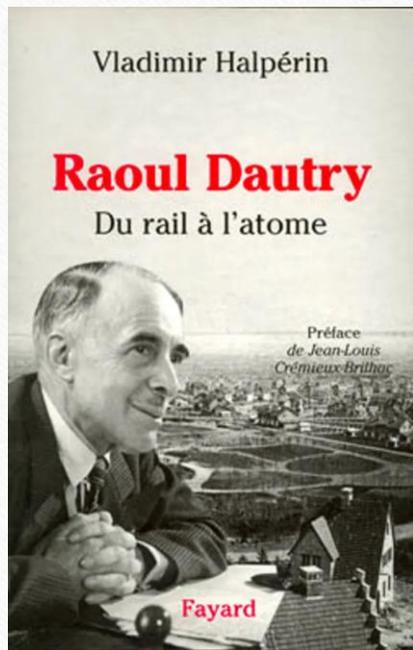
A. Des hommes sans « ambition politique électorale ».

B. Les réflexions du temps de la guerre...

C. ...et de l'avant-guerre

## A. Des hommes sans « ambition politique électorale ».

- ✓ Raoul Dautry
- ✓ Eugène Claudius-Petit
- ✓ Jean Monnet et son équipe (Pierre Uri, Paul Delouvrier, Robert Marjolin, Etienne Hirsch, Félix Gaillard, Jean Fourastié, Alfred Sauvy...)



## B. Les réflexions du temps de la guerre...

- Le programme du CNR, adopté le 15 mars 1944 : « *une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général [...] ; l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un Plan arrêté par l'État [...] ; le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée [...]* ».

- Travaux menés à Londres et à Alger au sein du Comité français de libération nationale par Jean Monnet, Pierre Mendès France, Eugène Claudius-Petit...

- intervention de l'Etat
- planification
- aménagement du territoire
- modernisation

**Extraits du Programme**  
**DU**  
**CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE**

**MESURES à APPLIQUER après la Libération du Territoire**

*Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques, groupés au sein du C. N. R., proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération.*

*Afin de veiller au châtiement des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration.*

*Afin d'exiger la confiscation des biens des traîtres et des trafiquants de marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation.*

**Afin d'assurer :**

- la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression.
- la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'état des puissances d'argent et des influences étrangères.
- la liberté d'association, de réunion et de manifestation. — le respect de la personne humaine.

**Afin de promouvoir les réformes indispensables :**

**a) Sur le plan économique :**

- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie.
- le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques.
- le développement et le soutien des coopératives de production d'achats et de ventes, agricoles et artisanales.
- le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

**b) Sur le plan social :**

- le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail.
- un ajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine.
- la garantie du pouvoir d'achat national par une politique tendant à la stabilité de la monnaie.
- la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale.
- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec position approuvée par les représentants des intérêts et de l'état.
- une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leur jours.

*La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée quoiqu'il soit le situation de naissance de leurs parents, afin que les hommes les plus hauts soient rationnellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance, mais de mérite, et constamment renouvelée par les appels populaires.*

*Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale.*

*L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et ne servir que l'ennemi.*

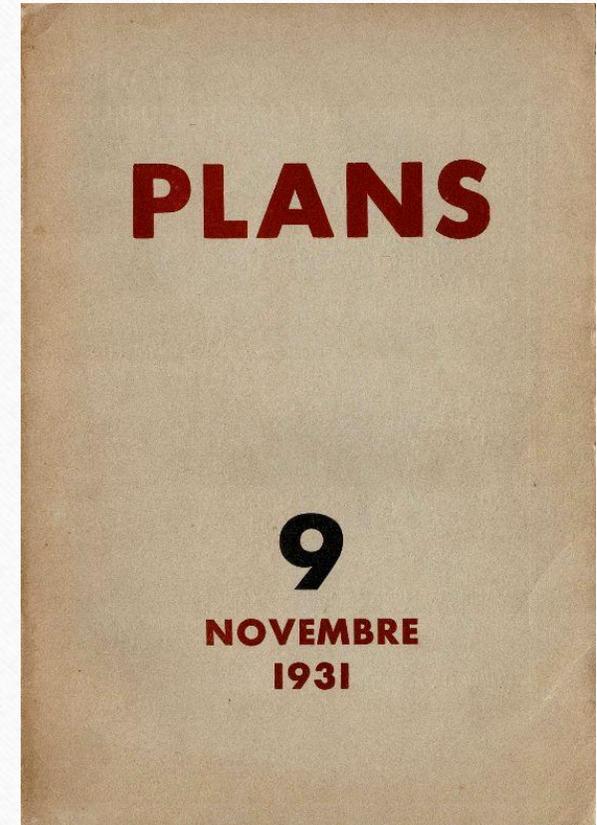
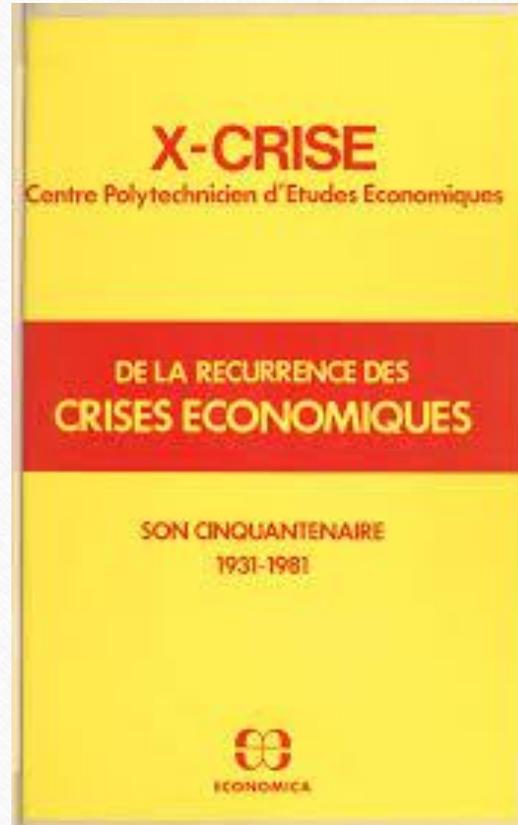
*En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du C. F. L. N. et de son président, le Général de Gaulle !*

**En avant pour le combat, en avant pour la victoire, afin que VIVE LA FRANCE !**

Imprimerie Libérée - R. BELLET & Co. - Valenciennes - France

## C. ...et de l'avant-guerre

- les non-conformistes des années trente (autour de la revue *Plan*, publiée par Philippe Lamour, Pierre-Olivier Lapie et Hubert Lagardelle, du groupe X-crise, composé de technocrates...),
- la Délégation générale à l'Équipement nationale de Vichy (créée en 1941)
- ...



## **II. La modernisation étatique**

---

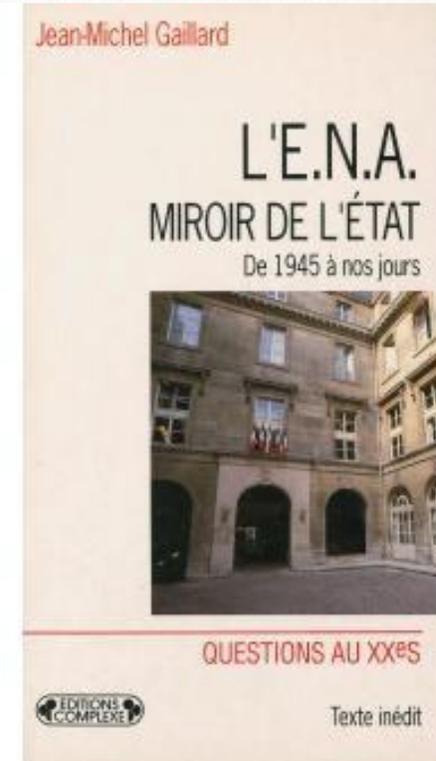
- A. La modernisation administrative**
- B. La modernisation sociale**
- C. Le Commissariat Général au Plan**

## A. La modernisation administrative

### Commence par le renouvellement des élites administratives, amorcé par l'épuration.

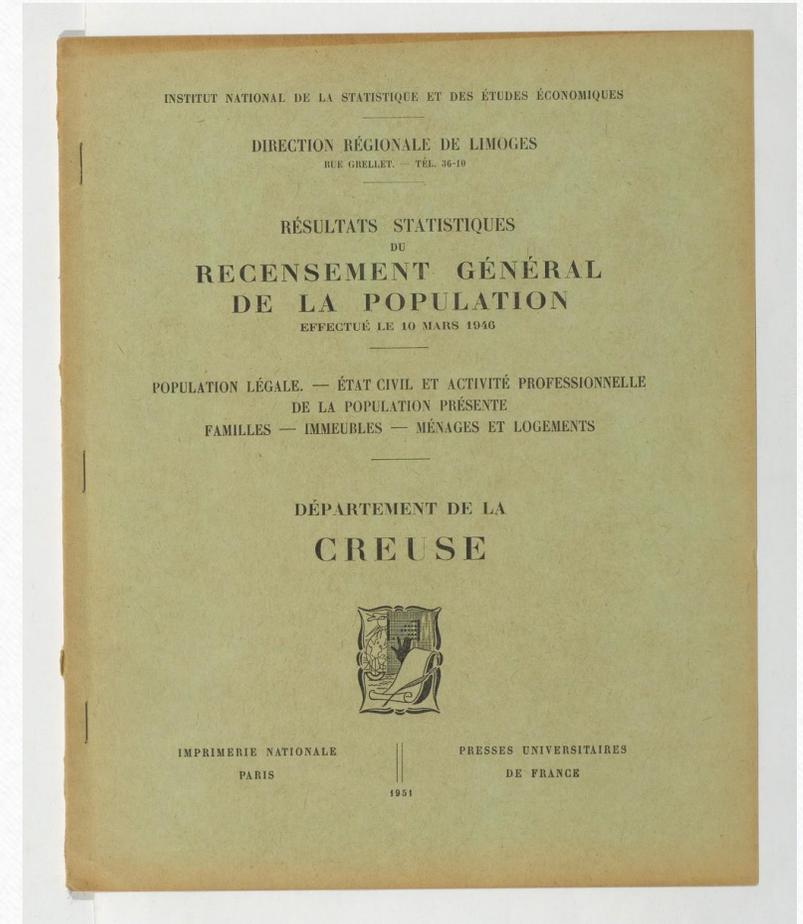
- Création de l'École Nationale de l'Administration en juin 1945.
- Nationalisation de l'Ecole libre des Sciences Politiques le 9 octobre 1945.
- Nouveau statut de la fonction publique adopté en octobre 1946

⇒ Dans les années 1950, il y a entre 15 et 20% d'élèves d'origine ouvrière à l'ENA (0,5% aujourd'hui).



## Cela passe aussi par le renforcement des outils administratifs.

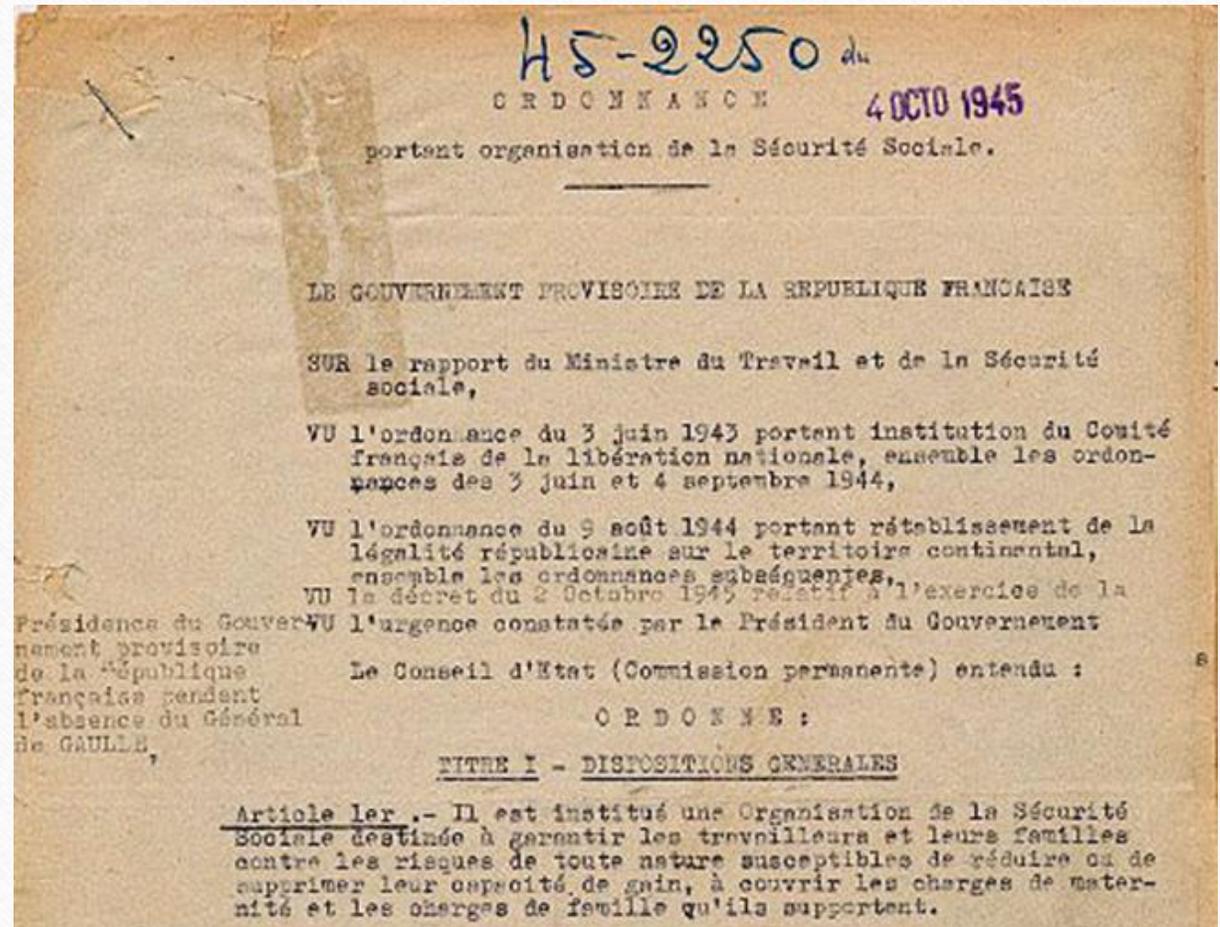
- Institut national des études démographiques, 1945 (Alfred Sauvy)
- Institut National de la Statistique et des Etudes économiques (INSEE), avril 1946
- Centre d'études et de recherches en urbanisme (CERU), où s'affrontent les partisans de Le Corbusier et Perret.
- Création de l'Office National d'Immigration, 2 novembre 1945
  - Ordonnance du 19 octobre 1945 : 17 351 naturalisations en 1946, 83 317 en 1947 (37% d'Italiens, 18% de Polonais, 11,5% d'Espagnols, 7,5% d'Arméniens, 6% de Belges).



## B. La modernisation sociale

### Sécurité sociale

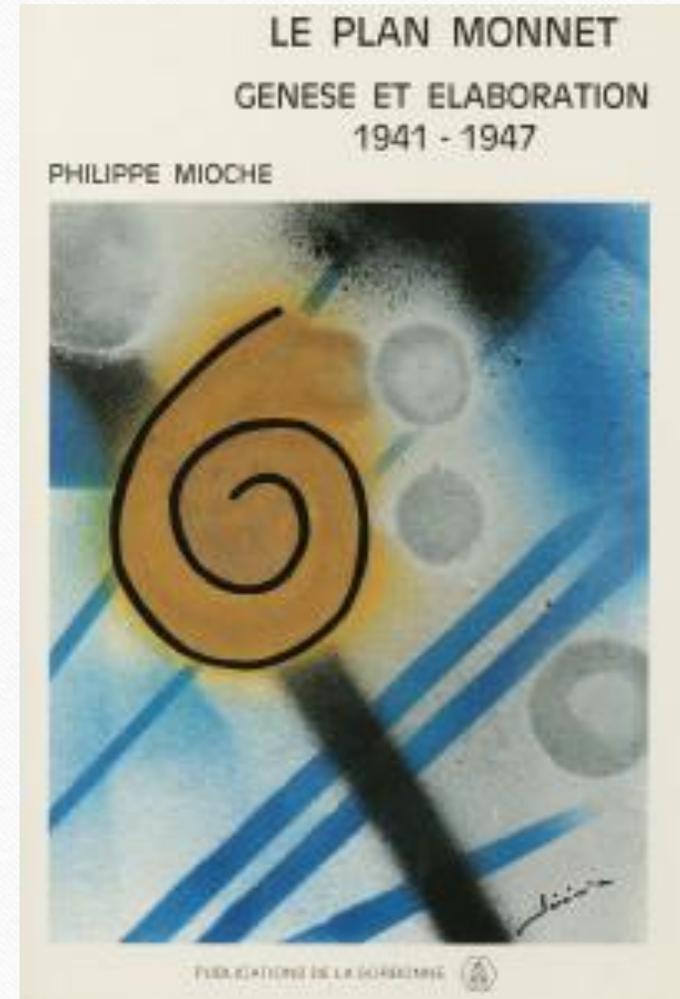
- Ordonnance du 4 octobre 1945 sur les structures.
- Ordonnance du 19 octobre 1945 sur les prestations.
- Loi du 22 août 1946 sur les allocations familiales
- Loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail
- Loi du 22 mai 1946 : généralisation de la sécurité sociale à l'ensemble de la population..



## C. Le Commissariat Général au Plan

« Propositions au sujet du Plan de Modernisation et d'Équipement », Jean Monnet, 5 décembre 1945.

Création du Commissariat général au Plan le 3 janvier 1946.



# III. Les grands axes de la reconstruction

- A. La priorité : produire
- B. Nourrir les Français
- C. Loger les Français

## A. La priorité : produire

Six secteurs prioritaires, réunis sous le terme d'« industrie de base » :

- le charbon,
- l'électricité,
- le ciment,
- le machinisme agricole,
- les transports
- et l'acier.



Le plan s'appuie sur les nationalisations qui ont été mises en œuvre dès la Libération :

- Nationalisation des houillères du Nord et du Pas de Calais dès le 13 décembre 1944
- Nationalisation de la Marine marchande le 18 décembre 1944.
- Confiscation des biens de Louis Renault et nationalisation de son entreprise, le 16 janvier 1945.
- Transfert à l'État de la propriété des actions de la société anonyme des moteurs Gnome et Rhône le 29 mai 1945
- Transfert à l'État de la propriété des actions des compagnies Air France et Air Bleu le 26 juin
- Nationalisations de la Banque de France et de 4 banques de dépôt (Crédit lyonnais, Société générale, Comptoir national d'escompte, BNCI) le 2 décembre 1945
- Nationalisation de la plupart des compagnies d'assurance le 25 avril 1946
- Nationalisation du gaz et de l'électricité (28 avril)

⇒ l'État s'arrogue de puissants moyens d'action sur des éléments clés pour assurer la [re-]construction : l'énergie, le transport, le crédit.

## **Objectif du Plan de modernisation et d'équipement :**

- Retrouver en 1948 le niveau de 1929 et le dépasser de 25% en 1950.

## **Résultats :**

- En 1950, la production de charbon atteint à peu près le niveau de 1929 (55 millions de tonnes), mais ne le dépasse pas.
- l'électricité (avec 33 milliards de kWh) est en pleine expansion.
- Le pétrole, après l'aménagement des raffineries de l'étang de Berre, porte sa capacité de raffinage à 16 millions de tonnes (le double de 1938).
- La sidérurgie donne des résultats décevants (8,5 millions de tonnes d'acier, le chiffre de 1938, moins qu'en 1929).
- L'indice de la production industrielle est à 128 en 1950 contre 100 en 1938. En 1952, la production nationale brute dépasse de 39% celle de 1946, de 19% celle de 1938 et de 3% celle de 1929.

## Gestion du temps de travail :

**Commission de Modernisation de la main-d'œuvre, au sein du Commissariat général au plan, présidée par le secrétaire communiste de l'Union parisienne de la CGT, André Tollet**

- principe d'une semaine de quarante-huit heures de fait, avec heures supplémentaires au-delà des quarante légales.

**Le PCF participe et même amplifie la « bataille de la production » :**

« Produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe, du devoir des Français. Hier, notre arme était le sabotage, l'action armée contre l'ennemi, aujourd'hui, l'arme, c'est la production pour faire échec aux plans de la réaction », discours de Maurice Thorez à Waziers, le 21 juillet 1945.



## B. Nourrir les Français

- À Paris, les rations alimentaires sont en moyenne de 900 calories par jour en août 1944, 1 515 en mai 1945.
- La carte de rationnement du pain, supprimée le 1<sup>er</sup> novembre 1945, est rétablie en janvier 1946 et reste en vigueur jusqu'en décembre 1949.
- Le quintal de blé passe de 576 francs en 1945 à 1 900 en 1948, celui du lait est multiplié par 4.

Paul Ramadier est surnommé Ramadiète par le *Canard enchaîné*.



Le Plan Monnet de 1946 prévoit 200 000 tracteurs en 1950. => Le nombre de tracteurs passe de 35 000 en 1938 à 98 000 en 1948 ; 120 000 en 1950, 1 010 000 en 1964.

### Débats sur la main d'œuvre agricole :

Une mise en valeur intensive du sol français « exigerait 6 millions de cultivateurs au lieu de 4,2 millions - dont 19% de vieillards », écrit Jean-François Gravier en 1948 dans « Le Devoir de la France : Nourrir l'Europe », *La Vie française*, 21 mai 1948

« Si le rendement pouvait être porté en France au même taux qu'aux Etats-Unis, nous pourrions non seulement décharger les femmes des travaux de la ferme et envoyer les enfants à l'école jusqu'à 17 ans, mais encore dépeupler les campagnes du tiers de leurs habitants », écrivent Jean Fourastié et Henri Montet en 1945, *L'Economie française dans le monde*, QSJ, PUF, Paris, 1945.

Le nombre d'exploitations ne cesse de diminuer : 245 400 en 1942, 170 000 de moins en 1955, et en moyenne 30 000 de moins par an à partir de 1955.

## C. Loger les Français

Loi du 28 octobre 1946 : réparation intégrale par l'État des dommages de guerre.

Opposition Dautry/Claudius-Petit

Opposition Perret/Le Corbusier

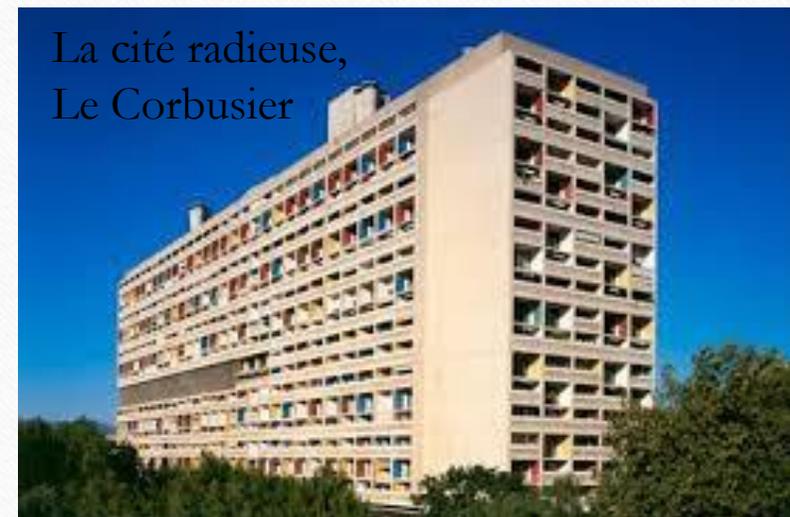
Grande hétérogénéité sous Dautry

Le Havre, Perret

Les "unités d'habitation" de Le Corbusier à Marseille et Rezé.

Lisieux, Robert Camelot

Saint-Nazaire, Jean-Noel Le Maresquier, .





## LA RECONSTRUCTION DE LISIEUX (CALVADOS)

VUE D'ENSEMBLE DES IMMEUBLES EN CONSTRUCTION RUE ARISTIDE BRIAND, PRISE DEPUIS L'ÉGLISE SAINT-JACQUES, 18 MAI 1949, PLAQUE DE VERRE

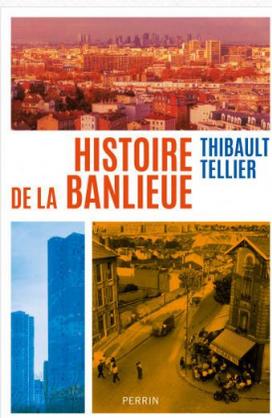
Société historique de Lisieux © Conseil général du Calvados/Archives départementales

Société Historique de Lisieux - droit

Claudius-Petit : concours lancé en décembre 1950 en vue de l'édification d'une cité de 800 logements, à livrer en 18 mois à Strasbourg. A partir de 1952, six grandes opérations, totalisant plus de 7 000 logements sont lancées dans le même esprit à Saint-Etienne, Le Havre, Bron-Parilly, Angers, Boulogne-sur-Mer et Pantin.

Courant : 1953, plan Courant, avec un objectif de 240 000 logements par an, atteint en 1956.

En 1953, seuls 29% des habitations ont été reconstruits. En 1954, il manque encore 4 millions de logements.



Belle-Beille en 1955. Devant la tour, achevée, l'école Robert-Desnos en construction et l'avenue Notre-Dame-du-Lac. | FONDS HENRARD, ARCHIVES PATRIMONIALES ANGERS, 19 FI 40